

Centres financiers, CNMR, LBPCS

EXCELLO frappe encore, Réagissons !

Maintien des emplois en Centres Financiers !

A l'heure où le gouvernement prétend lutter contre le chômage, il laisse une entreprise 100% publique et qui fait des bénéfiques, supprimer des emplois à tour de bras chaque année. Exigeons le maintien des emplois et le partage du travail qui devient inéluctable comme solution au chômage de masse :

32 HEURES ou la semaine de 4 jours pour toutes et tous !

Maintien des activités pour un meilleur service !

Les mutualisations successives ne font que dégrader qualité de service. La principale préoccupation de LBP c'est de réduire les charges. Nous constatons que l'éloignement est nuisible aux bonnes relations de travail tant entre collègues qu'avec les usagers.

Non aux mutualisations, maintien des activités pour l'intérêt au travail

Pour un véritable service public financier !

Excello acte aussi la segmentation de la clientèle et le traitement privilégié pour les plus favorisés. LBP, 100% publique ne doit pas participer à l'accroissement des inégalités et au contraire rendre un meilleur service aux populations qui en ont le plus besoin. Cela crée de l'activité et des emplois. C'est aussi pour les collègues donner un sens et un intérêt au travail.

OUI au service public financier, NON aux discriminations liées au portefeuille !

Partage des richesses produites !

C'est un slogan dans les manifestations... A La Banque Postale cela doit devenir une réalité. LBP s'est créée sur l'image de La Poste, sur les Services Financiers et les Bureaux de Poste. Seule une minorité, qui plus est de cadres supérieurs, se voient répartir le fruit du travail des Postières et des Postiers oeuvrant pour le compte de LBP. Ça suffit !

Exigeons une autre répartition des gains de LBP !

Cela fait des années que l'on prend mauvais coup sur mauvais coup de la part de nos dirigeant-es, que ces dernier-es soient assis-es sur les fauteuils de l'Elysée et de Matignon, ou bien sur ceux du Siège et des directions de La Poste. De reculs en reculs, nous avons vu nos conditions de travail, de vies même se dégrader comme jamais. Mais si les patrons, comme les gouvernements à leur botte, ne s'arrêtent jamais quand il s'agit de faire du profit sur notre dos, il arrive toujours un moment où, pour celles et ceux « d'en bas », trop, c'est trop. L'attaque, sans précédent dans sa brutalité, contre le Code du Travail va imposer des régressions sociales historiques.

La loi Travail nous touche en tant que postier-es : assouplissement des contraintes patronales favorisant une plus grande flexibilité du personnel, limitation des sanctions prud'homales et autres réjouissances à venir... Qu'on ne s'y trompe pas, la casse du Code du Travail et le plan stratégique mis en œuvre par le Siège procèdent de la même logique de libéralisation et de dérégulation. Dans les services financiers, la remise en cause des organisations du travail qui s'annoncent, va dans le même sens.

Mais la nécessaire convergence de nos luttes ne se fera pas toute seule. Nous ne souhaitons ni n'appelons à la violence. Le mouvement s'amplifie et nous devons être partie prenante de la mobilisation, y compris sur nos revendications. Nous avons tout à y gagner. Alors, contre le plan stratégique, contre la casse du Code du Travail qui facilite sa mise en œuvre, participons aux actions contre la loi travail et à la manifestation nationale du 14 juin!

→ → →

CDSP nationale des 18 et 19 mai :

Le dépeçage des Centres Financiers se poursuit !

Voilà un an, la DO présentait sur 3 jours le projet Excello Clientèle. Depuis, Excello RH et Excello Production ont été déclinés.

Les 18 et 19 mai, la DO convoquait les organisations syndicales pour la présentation de nouveaux volets sur le Crédit et Schéma Directeur des Archives (SDA). A l'ordre du jour également, le bilan et les évolutions du projet Support Banque Assurance (SBA), un point d'étape sur Excello Clientèles (Risque, Réclamations, Vie Du Compte, Successions), et enfin, Excello sur la gouvernance des Centres Financiers. Soit 165 pages à ingurgiter, rien que ça...

En raison d'un appel à la grève le 19 mai, SUD a demandé le report de ces CDSP. La DO ainsi que certaines fédérations syndicales ont refusé. En raison du préavis de grève national contre le projet de loi travail, SUD et CGT n'ont donc pas siégé à ces plénières. SUD ne délaisse pas pour autant le sujet et nous avons assisté à une bilatérale du 12 mai.



Crédit

Disparaissent de la carte : les services Crédit Instruction de Lyon, Marseille, Lille et Nantes

Le Centre National du Crédit intègre le CF de La Source et devient une Direction Activité Crédit rattachée directement au Centre Financier.

L'instruction Crédit est transférée totalement sur le Réseau via la chaîne commerciale.

Archives

Archives seront regroupées d'ici 2020 sur les centres de Dijon Longvic, Bordeaux Le Haillan, Marseille et Guéret. Seules les archives intermédiaires (AI) restent sur les centres qui ont déjà un lieu de stockage des archives.

Successions

Le service Successions de La Source sera transféré vers Marseille.

SBA

Suppression des liens téléphoniques du Réseau vers les services SC des Centres Financiers. Seuls les liens écrits via Picasso V2 sont maintenus avec les Centres Financiers. Sur les dysfonctionnements de Picasso V2... ils y travaillent !

Une 3^{ème} plate-forme SBA est créée à Ajaccio ainsi qu'un numéro de téléphone national unique dédié au Réseau.

Gouvernance des Centres

les directions explosent, au sens organisationnel du terme. On retrouve les grandes lignes stratégiques avec la création d'un Directeur Commercial (ex Dircli) et d'un Directeur des Ressources et d'Appui à la Transformation. C'est une mise en ordre de bataille sur le commercial et sur la rationalisation

des charges. Le jeu des chaises musicales va commencer parmi nos directeurs, ça va chauffer... Ce ne sera pas sans conséquences sur la déclinaison dans les services...

Point Excello Clientèle

Outre les transferts déjà en cours, est à l'étude et pour une présentation d'ici fin juin 2016, la mutualisation des activités de Gestion Administrative. Les sous-effectifs chroniques seraient une « anticipation » des directions locales !

Création de 5 agences MajPro à Dijon, Rouen, Montpellier et 2 sur Toulouse. Les OJ vont être dématérialisées et restent sur Lyon, Orléans et Paris chaque site étant spécialisé ; les activités fiscales à Chalons.

Concernant les services Risques, la segmentation clientèle prend forme et les clients plus aisés (MS1/MS2) seront nettement favorisés tout en ayant la même tarification que les autres. LBP supprime les emplois et adapte ensuite l'organisation à ses intérêts. « Le client d'abord » ne vaut que s'il en a les moyens et Banque Citoyenne ne l'est plus pour la plus grande masse qui ne rapporte qu'à coup de taxes et autres perceptions de frais (36.39 payant)...

Sur Solution Client, les réclamations tous services seront transférées avec une spécialisation par service solution client (ex : réclamation crédit à Rennes). L'ensemble du flux téléphonique SAV LBP intégrera ces services courant 2017.

Notre interpellation sur l'absence de corrélation entre le départ des activités et les effectifs dans les services est restée lettre morte !